

FÉMINISTES ÉCOLOGISTES SOLIDAIRES

Solidarités

**DÉCRÔISSANCE
ALTERNATIVES**



**Solidarité
&
écologie**

**ENSEMBLE
À GAUCHE**

Le monde dans lequel nous vivons, travaillons, pensons, aimons et luttons a régulièrement connu des crises. Celles-ci n'ont été surmontées qu'au prix de guerres, d'effroyables destructions et d'une croissance économique continuellement relancée. Aujourd'hui, ce système se heurte aux limites de la planète: une croissance infinie dans un monde fini est impossible.

Pour se perpétuer, le capitalisme doit s'emparer des derniers territoires qui lui échappent, privatiser les services publics et transformer en marchandise tout ce qui est encore gratuit, jusqu'à nos vies dans ce

qu'elles ont de plus intime. Production et rentabilité doivent sans cesse augmenter, il faudrait travailler plus pour gagner plus et consommer toujours plus. L'exploitation des humains et le gaspillage des ressources

naturelles s'amplifient. Notre environnement subit ainsi des dégâts irréversibles, qui mettent en danger l'ensemble des espèces vivantes et donc l'avenir même de l'humanité.

Alors que l'urgence est manifeste, il faudrait agir résolument pour mettre un terme à cette course suicidaire. Pourtant les décideurs et les décideuses – multinationales, banques, gouvernements – restent passifs devant la catastrophe. Les grandes puissances internationales, dont les États européens et la Suisse, intensifient leur course folle à l'enrichissement des plus fortuné-e-s par l'accaparement des terres et le pillage des ressources, en plongeant dans la misère et la violence les peuples de nombreux États du Sud.

Cependant, quand il s'agit de faire des cadeaux aux plus riches, aux entreprises et aux banques en vidant les caisses des collectivités publiques, quand il s'agit de rogner sur les prestations sociales ou de remettre en cause les prescriptions sanitaires ou écologiques, considérées uniquement comme des « entraves injustifiées au commerce », alors, plus d'hésitation: la propagande est constante et les décisions fermes. Ainsi, le stress, le chômage et la précarité augmentent au gré de la concentration des richesses d'une infime minorité. Celle-ci impose ainsi ses intérêts au détriment de la justice sociale et de l'écologie pour toutes et tous.

Nous voulons tracer d'autres voies économiques et politiques, construire une société plus responsable, plus sobre, plus solidaire et plus juste. Nous voulons défendre et étendre à tous les niveaux un contrôle démocratique sur les ressources disponibles, les infrastructures et les conditions de vie et

de travail. Nous voulons redéfinir, de toute urgence, nos priorités et nos besoins fondamentaux et inventer ensemble un mode de vivre radicalement différent, capable de garantir un avenir aux générations présentes et futures.

Nous voulons également donner plus de place à des dimensions essentielles de la vie – culturelle, artistique, affective, citoyenne – reléguées aujourd'hui à une place marginale, alors qu'elles pourraient être développées sans limites et sans péril pour le monde qui est le nôtre.

La coalition Ensemble à Gauche, qui réunit solidarités Vaud, Décroissance-Alternatives et Solidarité & Écologie ainsi que des militant-e-s de différents mouvements sociaux, propose une alternative écosocialiste, féministe, solidaire et antiraciste avec ses candidat-e-s au Conseil national et au Conseil des États. Choisir notre liste, c'est refuser la résignation. C'est s'engager avec nous pour amorcer la transition écologique, réaliser l'égalité dans les faits, faire de la Suisse une terre d'accueil et défendre la justice fiscale pour une société solidaire.



Jorge Lemos

TRAVAILLONS MOINS POUR VIVRE MIEUX

- **Instauration immédiate de la semaine de 32 heures, sans perte de salaire et avec embauches compensatoires**
- **Vers la semaine de 20 heures à terme, pour le partage des richesses et la préservation de notre écosystème**

Alors que le Parlement envisage d'augmenter la durée légale du travail, nous proposons une réduction immédiate du temps de travail à 32 heures, avec embauches correspondantes et sans perte de salaire pour les revenus inférieurs à 120 000 francs par an. À plus long terme, dans la perspective de construire une société écologiste, solidaire et débarrassée de la course au profit, nous défendons la diminution de la durée légale du travail à 20 heures hebdomadaires.

Nous passons plus de la moitié de notre vie au travail, à produire des richesses essentiellement captées par une minorité. En Suisse, les 2% les plus riches accaparent autant de ressources que les 98% qui s'épuisent au travail. Avec

une durée du travail parmi les plus élevées au monde, la Suisse est l'un des pays où les salarié-e-s rapportent le plus à leurs employeurs-euses. Cette pression à la productivité et au rendement enrichit les plus riches et altère notre santé et notre qualité de vie.

La réduction du temps de travail à 32 heures, combinée à un salaire minimum de 4500 francs par mois, à un salaire maximum, à six semaines de vacances annuelles et à une retraite à 60 ans pour tou-te-s, mettra un terme au rythme de vie effréné auquel nous sommes soumis-e-s et permettra de récupérer du temps libre. Nous pourrions prendre soin de notre santé, nous consacrer à notre famille et à nos proches, prendre part à des engagements

citoyens, associatifs ou culturels et profiter de nos loisirs. Elle contribuera aussi à la lutte contre le chômage provoqué par la prochaine crise économique.

Cette baisse du temps d'activité professionnelle doit s'accompagner d'une amélioration des conditions de ce travail par le renforcement des droits et du contrôle de la production par les salarié-e-s.

Réduire le temps de travail est aussi une mesure écologiste et anti-productiviste, car il s'agit aussi de produire moins pour préserver notre écosystème. Passer à 20 heures de travail hebdomadaires implique de réduire, voire supprimer la production de marchandises polluantes et inutiles telles que la publicité, les armes, les industries du luxe et la production d'engrais de synthèse ainsi que de partager équitablement le travail utile et nécessaire.

Partager le travail est enfin un pas important vers une égalité réelle entre femmes et hommes. Les femmes sont en effet plus nombreuses à devoir accepter des temps partiels et des horaires flexibles, quand elles ne sont pas simplement exclues du marché du travail. La réduction du temps de travail favorise une meilleure répartition des tâches telles que l'éducation, les soins aux proches, le ménage, toutes ces tâches non rémunérées largement supportées par les femmes.

POUR UNE DÉCROISSANCE JUSTE ET SOLIDAIRE

- Pour que celles et ceux qui ont pollué la planète et son atmosphère en assument les coûts
- Pour une écologie politique, non punitive, refusant la dégradation des conditions de vie et de travail des plus démunie-s

Partout dans le monde, des milliers de jeunes se sont mobilisé-e-s pour nous alerter sur l'urgence de la crise climatique et écologique. D'ici 2024, les émissions de gaz à effet de serre de la Suisse devraient diminuer d'au moins 50 % par rapport à leur niveau de 1990. Nous devons ensuite atteindre la neutralité carbone d'ici 2030, sans avoir recours à des mesures de géo-ingénierie ou de compensation. Pourtant, les projets actuels de révision de la loi sur le CO₂ ne répondent aucunement à ces objectifs et ne permettent pas d'éviter un réchauffement de plus de 1,5 °C, seuil que le GIEC juge déjà dangereux.

Au lieu de s'attaquer aux véritables causes du problème, les projets de révision de la loi sur le CO₂ misent sur des mesures de compensation. Mais pour répondre à l'urgence, il ne faut pas compenser, il faut réduire. Les nouvelles taxes prévues s'appliqueraient uniformément à toute la population, sans tenir compte des différences de revenu, alors que la pollution liée à l'importation des biens de consommation ainsi que l'impact climatique de la place financière helvétique restent, eux, complètement ignorés.

Pourtant, les émissions de gaz à effet de serre du secteur financier sont 20 fois plus importantes que celles de toute la population suisse. Et on se refuse à toucher à des

multinationales suisses comme Glencore, faisant partie des 100 entreprises provoquant plus de 70 % des émissions de CO₂ dans le monde, ou encore Vale, responsable des barrages dont les ruptures ont causé des catastrophes écologiques et humanitaires majeures au Brésil, en 2015 et en 2019.

Il est illusoire de penser résoudre la crise climatique sans s'attaquer au système profondément injuste qui la sous-tend. La crise écologique est une conséquence inévitable du capitalisme, qui ne peut survivre sans produire et gaspiller toujours plus. Les taxes et autres solutions dites « vertes » prônées par les partis gouvernementaux renforcent les inégalités sociales et poussent la population à s'opposer à toute politique écologique.

Nous devons sortir de cette logique capitaliste et défendre une politique basée sur le principe de justice climatique : toute mesure environnementale doit contribuer à réduire les inégalités sociales et conduire à une meilleure répartition des richesses. Le principe du pollueur-payeur doit être appliqué : celles et ceux qui causent et profitent des émissions de gaz à effet de serre doivent être mis prioritairement à contribution, et non pas ceux et celles qui en sont les victimes, sous quelque forme que ce soit.

PERSONNE N'EST ILLÉGAL-E !

- Pour la liberté de mouvement et d'établissement de tous les êtres humains ainsi que la régularisation de toutes les personnes « sans-papiers »
- Pour le droit de chacune à mener une vie digne, sûre et sans discrimination

Chaque être humain possède une dignité égale et inaliénable. Pourtant, la Suisse mène une politique migratoire cynique et barbare, caractérisée par le racisme et la violation des droits humains.

Alors que nous vivons dans un système où capitaux et marchandises se déplacent librement, il n'en va pas de même des hommes, des femmes et des enfants. À nos frontières et sur notre territoire, police et administration opèrent le tri entre les personnes pouvant ou non prétendre à une vie digne et à la sécurité. Nous refusons de cautionner ces divisions artificielles, qu'elles soient basées sur la nationalité, la couleur de peau, le parcours migratoire ou le degré d'intégration au marché du travail. L'égalité de chacun-e doit au contraire se concrétiser dans l'égalité des droits pour toutes et tous et dans l'égal accès à l'emploi, au logement et aux services publics (santé, éducation, etc.).

Les aspirations de chacune à vivre une vie libre et auto-déterminée sont légitimes. Il n'est pas acceptable qu'une partie de la population étrangère soit exclue du marché officiel du travail et que ses enfants n'aient pas le droit à une formation complète. De même, il n'est pas tolérable que des personnes

subissant des violences domestiques soient contraintes de rester marié-e-s à des ressortissant-e-s helvétiques sous peine de perdre leur permis de séjour.

C'est tout-e-s ensemble que nous voulons faire société. Nous ne nous reconnaissons pas dans une citoyenneté à dimen-

sion variable. Personne n'est illégal-e : nous sommes favorables à la liberté de circulation et d'installation pour toutes et tous. Nous exigeons un accueil digne des personnes qui fuient les guerres, les régimes autoritaires ainsi que les crises économiques et climatiques. Nous demandons le retrait de la Suisse des accords de Dublin, qui permettent aux autorités de renvoyer automatiquement des milliers de réfugié-e-s par année, sans même entrer en matière sur leur demande d'asile. Nous revendiquons la régularisation collective des personnes dites « sans-papiers ». Le strict respect des conventions internationales relatives aux droits des femmes et des enfants doit prévaloir sur toute autre considération.



Gustave Deghillage

LES 4 AXES DE NOTRE PROGRAMME

1 POUR UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE JUSTE, SOLIDAIRE ET IMMÉDIATE

Nous soutenons les revendications portées par les jeunes mobilisé-e-s pour le climat. Pour préserver les écosystèmes dans un état stable, le respect de la « règle verte » est impératif: la Suisse ne doit pas utiliser plus de ressources naturelles que ce que nos écosystèmes peuvent produire et reproduire naturellement. La biodiversité doit faire l'objet d'une attention plus que renouvelée. En Suisse, un tiers des espèces est menacé d'extinction et au niveau mondial, nous faisons face à la sixième extinction de masse.

Pour freiner cette catastrophe, nous devons renforcer la protection des écosystèmes et des territoires non-construits, conformément aux conclusions du dernier

rapport de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques.

Aujourd'hui, nous défendons le désinvestissement immédiat des institutions financières suisses contribuant au réchauffement climatique, à la dégradation d'écosystèmes ou au non-respect des droits humains. Cet argent doit être réinvesti dans un Fonds Climat afin de financer la transition écologique. Ce fonds serait alimenté par des taxes différenciées et progressives sur les énergies fossiles (combustibles et carburants), sur le CO₂ contenu dans les produits importés, sur le trafic aérien et sur les entreprises helvétiques en fonction de leurs impacts climatique, environnemental et social.

NOS REVENDICATIONS

- La création d'un Fonds Climat pour financer la transition écologique
- Une transition immédiate vers un système énergétique public basé à 100 % sur les énergies renouvelables – pas de privatisation du marché de l'électricité!
 - en privilégiant les petites installations décentralisées et démocratiquement contrôlées
- L'arrêt immédiat de toutes les centrales nucléaires
- L'abolition de l'élevage intensif et la transition vers une agriculture décarbonisée et locale utilisant des méthodes d'agriculture régénératrices (agroécologie, permaculture, etc.)
- Lutte contre le négoce et la spéculation sur les matières premières incluant les denrées alimentaires (céréales et soja importées du Sud pour nourrir le bétail du Nord), le charbon et les hydrocarbures
- La décarbonisation totale des transports par l'investissement massif dans des transports publics régionaux gratuits et l'interdiction des véhicules à carburant fossile dans les 10 ans
- Un moratoire sur tous les projets de nouvelles routes, autoroutes et aéroports, ainsi que la transition vers des centres-villes sans voitures
- La protection immédiate et absolue, ainsi que la mise en réseau de tous les milieux naturels ou construits d'importance pour la biodiversité
- Un subventionnement massif pour l'isolation des bâtiments et le développement des sources de chaleur renouvelables, ainsi que l'interdiction des combustibles fossiles dans les 5 ans
- L'interdiction de la publicité commerciale dans l'espace public qui crée des besoins inutiles et encourage la surconsommation et le gaspillage



Jorge Lemos

POUR L'ÉGALITÉ DANS LES FAITS

Le 14 juin dernier, des centaines de milliers de femmes et d'hommes solidaires sont descendu·e·s dans les rues pour dénoncer les discriminations qui touchent encore aujourd'hui les femmes et les personnes LGBTIQ.

Nous soutenons les revendications du Manifeste de la Grève du 14 juin. En effet, l'égalité dans les faits est encore loin d'être atteinte. Nous militons activement contre l'oppression de toutes les personnes discriminées par le patriarcat au sein du système capitaliste.

Cette oppression se traduit entre autres par la place qui leur est assignée sur le marché du travail et dans le fait que le travail dit « reproductif » (travail domestique, soins apportés aux enfants, aux proches et aux personnes âgées...) n'est pas reconnu. Les femmes sont aujourd'hui très largement cantonnées à des emplois à temps partiel, le plus souvent faiblement rémunérés qui mettent en péril leur autonomie et leur capacité à vivre dignement. En 2017, 60 % des femmes ayant un enfant de moins de 12 ans occupaient un emploi à temps partiel, contre 11 % des hommes dans la même situation. Cette inégalité vient de l'organisation politique et économique de notre société et constitue un facteur de vulnérabilité pour les femmes. Elle doit être corrigée.

Selon l'OFS, le travail reproductif représente un nombre d'heure non rémunérées (9,2 milliards d'heures) supérieur à celui de l'ensemble des heures salariées en 2016 (7,1 milliards). Il s'agit de prendre la mesure de cette injustice : ces heures sont effectuées essentiellement par des femmes. Ce travail, sans lequel l'économie de notre pays ne saurait fonctionner, doit être reconnu et pris en compte notamment au niveau de l'assurance chômage, du calcul des rentes ou de la fiscalité.

Parce que la solidarité est notre arme, nous défendons un féminisme des 99 %, radicalement anticapitaliste. Un féminisme qui permettrait à quelques privilégiées d'accéder aux conseils d'administration de grandes entreprises ou à des postes prestigieux de la fonction publique, alors que l'ensemble des salarié·e·s de ces entreprises continuent à être mal rémunéré·e·s, ne nous intéresse pas. Nous nous engageons pour un féminisme inclusif sensible aux positions de classe, de race, de sexualités et d'identité de genre. Car ce sont toutes les formes de discrimination que nous combattons.

Les personnes LGBTIQ sont le plus souvent discriminées à l'embauche ou sur leur lieu de travail en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre. Leur intégrité ainsi que leur santé physique et psychologique sont constamment mises en danger. Nous exigeons le respect de la non-discrimination à l'embauche et des mesures de prévention du harcèlement au travail.

Les travailleuses étrangères et/ou racisées sont sur-représentées dans les métiers hautement précarisés. Nous exigeons une régularisation de leur statut et des mesures immédiates contre les discriminations qu'elles subissent.

Nous nous engageons contre les violences faites aux femmes quelles que soient leur classe, leur race ou leur orientation sexuelle. Ces violences se déploient partout : à la maison, au travail, dans les lieux publics, à l'école. Une femme sur trois en Suisse est victime de violence au cours de sa vie. L'écrasante majorité se tait. La lutte contre ces violences est une responsabilité politique collective. Chaque femme a droit à une vie sans violence !

NOS REVENDICATIONS

- La mise en œuvre de contrôles systématiques et des sanctions pour les employeurs ne respectant pas la loi sur l'égalité salariale
- La reconnaissance du travail dit "reproductif" comme un travail essentiel, méritant une bien meilleure prise en compte lors du calcul des rentes, de l'assurance chômage et de la fiscalité
- L'instauration d'un congé parental égalitaire d'une année et le droit à une place en crèche ou en garderie pour tous les enfants
- L'accès gratuit et facilité à l'avortement et aux moyens de contraception ainsi que des soins de santé de qualité qui prennent mieux en compte les besoins des femmes et des personnes LGBTIQ
- La disparition de la « taxe rose », c'est-à-dire la majoration du prix de certaines marchandises du seul fait qu'elles sont destinées à une clientèle féminine
- L'application effective de la Convention d'Istanbul par l'instauration d'un plan national de lutte contre les violences faites aux femmes
- La reconnaissance de la pénibilité des métiers exercés par les femmes les moins privilégiées et des pathologies graves qu'ils induisent



Gustave Deghillage

NOS VIES VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS

De nombreuses personnes sont confrontées à un parcours semé d'embûches pour boucler leur fin de mois. Presque 10% des personnes qui travaillent vivent en dessous du seuil de pauvreté, deux tiers sont des femmes. Le chômage et la précarité augmentent et frappent surtout les plus jeunes et les plus âgé·e·s.

Pendant ce temps, les partis représentés au gouvernement ont fait passer un cadeau fiscal de plus de 4 milliards de francs par an aux actionnaires des entreprises les plus riches. Ce cadeau permet notamment à des multinationales de venir en Suisse pour échapper à l'impôt de leur pays d'origine. Ainsi les autorités suisses se rendent complices des pratiques de spoliation et de pillage des ressources dans les pays du Sud. Les populations sont plongées dans la misère et la violence, sur fond de corruption pilotée par ces mêmes sociétés.

De plus, ces pertes fiscales poussent les collectivités à couper dans les postes de travail et les prestations des services publics : moins de soins pour les malades, moins d'éducation pour les enfants, etc. Et pour compenser ces cadeaux à une poignée d'ultra-riches, il faudra encore augmenter les impôts de la population.

Les primes d'assurance-maladie ont été multipliées par trois en 20 ans ! Cette explosion des coûts pèse toujours plus sur les ménages, au point qu'une personne sur cinq renonce à des soins pour des raisons financières, au péril de sa santé. La maladie ne devrait ni être une cause de pauvreté pour les assuré·e·s, ni une source de profits pour les assureurs, les cliniques privées et les industries pharmaceutiques.

Ce système ne peut plus durer ! Nous voulons placer l'humain avant les profits, la solidarité avant le chacun pour soi. Nous voulons partager les richesses que nous sommes 99 % à produire par notre travail et nos activités, pour garantir, à chacune et chacun, une vie digne.

NOS REVENDICATIONS

- Un salaire minimum légal de 4500 francs net pour un emploi à 100 %, ainsi qu'un salaire maximum
- Un salaire de 3000 francs minimum pour les stagiaires et mise à disposition de moyens supplémentaires pour l'octroi des bourses d'études

- L'automatisme et la revalorisation des montants versés par l'aide et les assurances sociales
- L'accès à la retraite à 60 ans pour toutes et tous
- L'intégration du 2^e pilier à l'AVS, avec des rentes minimales de 4000 francs par mois
- Une baisse d'impôt pour les bas et moyens revenus et une hausse pour les revenus de plus de 120 000 francs par an
- La suppression des cadeaux fiscaux octroyés aux plus grandes entreprises et aux grandes fortunes, comme l'imposition partielle des dividendes
- Une caisse maladie unique et publique, des primes d'assurance-maladie proportionnelles au revenu avec participation de l'employeur
- Le remboursement des lunettes, des soins dentaires, des produits contraceptifs, des serviettes hygiéniques, des tampons et des coupes menstruelles
- L'augmentation des subventions aux EMS et aux soins à domicile
- Un réel contrôle public sur le prix et la distribution des médicaments

NOS CANDIDAT·E·S AU CONSEIL NATIONAL



Antoinette Loup
Infirmière,
Décroissance-
Alternatives,
Montreux,
59 ans

Arthur Mercier
Assistant
social,
grand-papa,
Indépendant,
Tolochenaz,
61 ans

Isabelle Lucas
Historienne,
solidaritéS,
Lausanne,
40 ans

Johann Dupuis
Conseiller
communal EàG,
spécialiste
en politiques
environnementales,
indépendant,
Lausanne,
36 ans

Fanny Meyer
Coordinatrice
des auteurs
au Livre sur
les quais,
indépendante,
Palézieux,
34 ans

Hadrien Buclin
Député,
chercheur
FNS,
syndiqué SSP
solidaritéS,
Lausanne,
33 ans

Jacques Depallens
Syndiqué,
retraité, ancien
Municipal,
indépendant,
Renens, 73 ans

Valentine Loup
Collaboratrice
administrative
BDFIL,
solidaritéS,
Lausanne,
30 ans

Onurhan Küçük
Gestionnaire
de dossiers,
Solidarité
& Écologie,
Yverdon-les-
Bains, 29 ans

Noémie Rentsch
Étudiante
en sciences
sociales
à l'UNIL,
solidaritéS,
Lausanne,
23 ans

BARRONS LA ROUTE AU RACISME

Le racisme et la xénophobie sont intolérables. Qu'elle prenne la forme de discours stigmatisants ou qu'elle se matérialise dans des injustices quotidiennes, la discrimination raciste est un problème central qui touche différentes catégories de population et doit être résolu activement par toutes et tous.

Bien souvent, lorsqu'on parle de population dite « étrangère », c'est pour l'accuser de faire augmenter le chômage et l'insécurité. Or, de tels problèmes sont en réalité causés par le système économique qui paupérise le plus grand nombre, et les personnes visées par les discriminations racistes y sont particulièrement confrontées.

D'une manière générale, les personnes identifiées comme étrangères subissent des discriminations au sein des services publics, à l'école, au travail et dans l'attribution de logements. Une grande partie des emplois précaires sont occupés par des personnes immigrées. C'est par exemple le cas des secteurs du nettoyage, de la vente, de l'économie domestique ou de l'hôtellerie-restauration. De plus, avec l'adoption de nouvelles lois interdisant le port du voile, de nombreuses femmes se voient refuser un emploi ou sont menacées de le perdre.

En raison de leur couleur de peau, des personnes sont soumises à des contrôles au faciès répétés par la police, contrôles souvent synonymes d'humiliation, de violences et qui ont entraîné la mort dans plusieurs cas. Ces dernières années, des mobilisations importantes dans le canton de Vaud ont permis de rendre visible cette réalité quotidienne.

Par l'enfermement de migrant·e·s dans des centres de détention administratives, les renvois forcés et les assignations à résidence, l'État suisse humilie et détruit des êtres humains. En excluant certain·e·s migrant·e·s du marché légal du travail, il les contraint à survivre au jour le jour, les exposant de fait à l'exploitation la plus intense. Les mineur·e·s, de leur côté, n'ont pas accès à certains de leurs droits les plus élémentaires.

Il est inacceptable que les droits des personnes résidant sur le sol suisse dépendent de leur nationalité, de leur parcours migratoire ou de leur revenu. Contrairement à l'ensemble des partis représentés au gouvernement, nous nous opposons fermement à une citoyenneté à géométrie variable. Chaque personne vivant ici doit avoir les mêmes droits et les mêmes chances de se construire une vie et un avenir.

NOS REVENDICATIONS

- La création d'une loi interdisant la discrimination raciale dans le domaine du travail, du logement, de la formation et des prestations sociales
- L'égalité des droits politiques, sociaux et économiques pour toute la population résidente
- L'instauration d'une instance indépendante chargée d'enquêter sur les cas de violences policières et de la lutte contre le contrôle au faciès
- L'octroi automatique de la nationalité suisse à tous les enfants nés sur le territoire suisse
- L'arrêt immédiat des renvois Dublin, des détentions administratives et des assignations à résidence des réfugié·e·s
- La régularisation collective de toutes les personnes « sans-papiers » et un accueil digne des mineur·e·s non accompagné·e·s



Marilune Aeberhard
Animatrice socioculturelle, conseillère communale, Décroissance-Alternatives, La Tour-de-Peilz, 37 ans

Yvan Luccarini
Député, père au foyer, membre de la rédaction du journal *Moins!*, Décroissance-Alternatives, Vevey, 48 ans

Pierre Conscience
Conseiller communal, secrétaire de solidaritéS Vaud, Lausanne, 30 ans

Tania Diaz
Intervenante en santé sexuelle, collectif de la grève des femmes, Solidarité & Écologie, Yverdon-les-Bains, 37 ans

Gabriela Kämpf
Spécialiste de la nature et de l'environnement, Décroissance-Alternatives, Vevey, 40 ans

Isabelle Smekens
Syndicaliste Unia, mère de deux enfants, solidaritéS, Lausanne, 35 ans

Jean-Michel Dolivo
Avocat, député, syndiqué Unia/ASLOCA, solidaritéS, Lausanne, 67 ans

Franziska Meinherz
Doctorante EPFL, militante dans la grève du climat, solidaritéS, Lausanne, 28 ans

Gilles Perfetta
Employé d'association, conseiller communal, Décroissance-Alternatives, Vevey, 38 ans

AU CONSEIL DES ÉTATS, VOTEZ FRANZISKA MEINHERZ ET YVAN LUCCARINI



Franziska Meinherz est doctorante à l'EPFL, où elle enseigne et recherche dans les domaines de la mobilité, l'urbanisme, et de la politique écologique. Elle est particulièrement engagée dans les luttes écologistes et altermondialistes et fait partie de la grève du climat, où elle se penche notamment sur les questions liées à la justice climatique et les liens entre luttes féministe et écologiste.

Yvan Luccarini est député au Grand Conseil et conseiller communal à Vevey. Il a le goût d'expérimenter le projet politique du mouvement de la décroissance au sein de nos institutions. Il est aussi co-fondateur du journal romand d'écologie politique *Moins !*, militant au sein de la rédaction et y est salarié à temps (très) partiel en tant que metteur en pages et administrateur. Il est marié et heureux papa de deux filles de 8 et 10 ans.

ENSEMBLE À GAUCHE est une coalition qui réunit les mouvements politiques solidarités Vaud, Décroissance-Alternatives et Solidarités & Écologie.

Notre programme est disponible sur notre site :
→ ensemble-a-gauche.ch

Des questions, des remarques ? Contactez-nous !
→ info@ensemble-a-gauche.ch

Suivez la campagne sur Facebook :
→ facebook.com/eagvd

Appelez publiquement à soutenir nos candidat·e·s :
→ Par courriel en indiquant : nom / prénom / profession / titre ou fonction / adresse postale
→ En remplissant le formulaire sur notre site

SOUTIEN MAXIMUM = TRACAS MINIMUM !

Vous êtes convaincu·e·s par nos arguments et nos candidat·e·s ? Vous souhaitez nous soutenir au maximum ? Simple ! Faites-en le minimum et utilisez tels quels les bulletins de vote portant le logo Ensemble à Gauche. Afin que le résultat de votre vote corresponde à vos intentions, malgré des procédures parfois compliquées, voici quelques explications.

Conseil national

L'élection du Conseil national se fait au système proportionnel sur la base de listes. Le vote pour des personnes n'a qu'une importance secondaire. Quand vous prenez une des listes en présence, vous disposez de 19 suffrages (puisque'il y a 19 élu·e·s dans notre canton). Si vous êtes convaincu·e par les idées d'un parti – le nôtre par exemple – vous pouvez lui donner ces 19 suffrages en glissant sa liste telle quelle dans l'urne (vote « compact »). Tout remplacement par un·e candidat·e d'un autre parti sur notre liste donnera un suffrage à cet autre parti, et en enlèvera un au parti de votre cœur. C'est bien entendu votre liberté de le faire, en connaissance de cause.

Aucune voix perdue

L'apparementement de toutes les listes de gauche garantit qu'aucune voix ne sera perdue au profit de la droite, même dans le cas où une liste ne réunirait pas assez de suffrages pour avoir des élu·e·s à Berne.

Conseil des États

Le Conseil des États est élu selon le système majoritaire. Vous ne pouvez donner qu'un suffrage à chaque candidat·e, et à deux candidat·e·s au maximum (chaque canton compte deux représentant·e·s). Là encore, si vous êtes convaincu·e·s par notre programme, mieux vaut utiliser la liste portant notre logo. Comme cette élection se déroule en deux tours (il faut avoir 50 % des voix plus une au premier pour être élu·e), ne votez au premier tour que pour votre ou vos véritables préféré·e·s. Il sera toujours temps ensuite de soutenir un éventuel deuxième choix.

Nous n'avons pas l'appui d'un milliardaire, soutenez-nous !

→ **Par virement bancaire :**
CH40 0834 9000 1100 1067 3
→ Mention « Élections fédérales »
→ Auprès de :
Caisse d'Épargne Riviera
1800 Vevey
CCP de la banque: 30-38248-4
→ En faveur de :
Ensemble à Gauche Vaud
1800 Vevey

Nous idées vous parlent ? Vous désirez vous engager ? N'hésitez pas à nous contacter !

→ **solidaritéS Vaud**
vaud@solidarites.ch

→ **Décroissance—Alternatives**
info@decroissance-alternatives.ch

→ **Solidarité & Écologie**
info@solidarite-ecologie.org